

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Bureau de la réglementation
et de l'environnement

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE

**Arrêté de mise en demeure
Communauté de communes
Digoin Val de Loire**

**49 route de Digoin
03510 MOLINET**

N° 2014265-0003

Vu le code de l'environnement, livre V «prévention des pollutions, des risques et des nuisances», notamment les articles L511-1, L513.1,

Vu le code de l'environnement, livre I «dispositions communes», notamment l'article L171-8,

Vu le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment la rubrique n° 2710,

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement sous la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial),

Vu la déclaration d'antériorité de la Communauté de communes Digoin Val de Loire du 5 mars 2013, actée le 22 avril 2013, classant cette installation sous le régime de l'enregistrement pour la collecte des déchets non dangereux, sous la rubrique n° 2710-2,

Vu le rapport du 12 août 2014 de la visite effectuée le 24 juillet 2014 sur le site par la DREAL de Bourgogne,

Considérant que des non-conformités majeures aux dispositions des articles 29 et 32 et des non-conformités aux dispositions des articles 10, 20, 21 et 22 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 susvisé ont été relevées,

Considérant que les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – La Communauté de communes Digoin Val de Loire, 49 route de Digoin à Molinet, est mise en demeure de respecter sous un **délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour les installations qu'elle exploite zone des Peupliers à Digoin les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2710-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement:

- article 10 : localisation des risques,
- article 20 : chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. l'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

- Article 21 : moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie,
- article 22 : plan des locaux et schéma des réseaux,
- article 29 § IV : eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie,
- article 32 : eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – la présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4 - Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le président de la Communauté de communes Digoïn Val de Loire et dont copie sera faite à :

:

- M. le maire de Digoïn,
- M. le sous-préfet de Charolles,
- M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

Mâcon, le
Le préfet,

22 SEP. 2014

Pour le Préfet,
Le Directeur Régional de l'environnement de la
DREAL de Bourgogne

Catherine Séguin